

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

11 juin 2026

Déclaration liminaire de la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques

Monsieur le Ministre, cher·es collègues, membres du CSE

Nous arrivons déjà à la fin de cette année scolaire tout aussi épuisante que les précédentes pour les personnels. Et c'est encore aux mêmes réalités que nous sommes confrontés. Ce qui était pénible pour beaucoup est devenu insupportable. La politique éducative menée par le ministère, en cette fin de mandat, a perdu toute crédibilité. Une politique devenue inaudible, non pas parce que ses acteurs manquent de volonté, mais parce que ses orientations, ses méthodes et ses priorités continuent de s'éloigner des réalités du terrain, des besoins des élèves, et des conditions de travail des personnels. Un tel éloignement de la réalité fait perdre toute crédibilité aux injonctions qui tombent du ciel.

Nous vous rappelons, qu'au delà des risques pour le système éducatif lui même l'employeur est garant de la santé de ses personnels. Avec les contradictions venues d'en haut, avec l'empilement impossible des priorités, vous êtes source de risques psycho-sociaux. Nos métiers sont assez difficiles, vos personnels n'ont pas besoin de cela. Bien au contraire.

Cette fin de mandat est marquée par une accumulation : accumulation de décret, de notes de service, de circulaires, comme si la multiplication des textes pouvait, à elle seule, résoudre les défis de notre système éducatif. Pourtant, force est de constater que chaque nouvelle strate administrative, chaque nouvelle injonction, s'ajoute à un édifice déjà instable, sans jamais en corriger les faiblesses structurelles.

Nous pensons aux cadres qui s'évertuent à porter ces mesures, à leur position fragilisée par ces orientations délétères, à l'énergie qu'ils déploient pour convaincre (et se convaincre). Nous vous savons attaché·es aux valeurs de la République, celles qui dictent notre dévouement aux élèves et aux collègues. Nous le sommes davantage que certain·es qui nous gouvernent en ce moment. A quel dilemme les cadres doivent-ils et elles faire face !

Le projet de note de service pour la classe de seconde est un parfait exemple de ce que nous décrivons. Que propose-t-il, au fond ? Rien de nouveau. Rien qui ne soit déjà connu, déjà mis en place dans les établissements et même déjà évalué. Juste une nouvelle couche d'injonctions pour les équipes pédagogiques, comme si ceux-ci avaient besoin qu'on leur rappelle, une fois de plus, ce qu'ils savent déjà faire. Comme si leur professionnalisme pouvait se résumer à l'application mécanique de consignes descendantes arbitrées par le cabinet du ministre.

Ce qui frappe, dans ce projet comme dans tant d'autres, c'est l'absence criante de ce qui devrait pourtant être au cœur de toute politique éducative : les élèves. Où sont-ils, dans ces textes ? Où sont leurs acquis, leurs progrès, leurs réussites ? Où est la reconnaissance de leur diversité, de leurs besoins spécifiques, de leurs parcours parfois sinueux ? Où sont les mesures essentielles pour faire reculer les violences de genre dont l'ampleur nous sidère toujours plus ? En vous obtenant à croire qu'il suffit

de marteler aux élèves qu'ils sont seuls responsables de leurs difficultés, par manque de volonté, vous ne les aidez pas et au contraire vous accentuez la détresse d'un grand nombre.

Un élève qui ne voit pas ses progrès, qui ne se sent pas encouragé, qui ne voit pas ses efforts valorisés, est un élève qui décroche. Et un système qui ne s'attache pas à ses réussites, aussi modestes soient-elles, est un système qui échoue. En ce sens, la suppression de l'évaluation par compétences au DNB est une erreur majeure.

Les enseignants, les CPE, les personnels sociaux et de santé, les ATSS... tous sont aujourd'hui submergés par une avalanche de prescriptions qui, non seulement ne les aident pas, mais les empêchent de faire leur métier. Leur temps est accaparé par des tâches administratives, des réunions, des formations imposées, au détriment de l'accompagnement individualisé des élèves, de la réflexion pédagogique collective, de l'innovation.

Et que dire de la confiance ? Où est-elle, dans cette politique qui semble considérer que les professionnels de l'éducation ne sont que des exécutants, et non des actrices et acteurs à part entière de la réussite scolaire ?

La CFDT ne se contentera pas de constater l'échec. Elle exige un changement de cap :

- Moins de textes, plus de sens : arrêtez de noyer les équipes dans des notes de service inutiles. Recentrez l'action publique sur l'essentiel : la réussite de tous les élèves.
- Plus d'écoute, moins de mépris : consultez les personnels, associez-les vraiment à la construction des politiques éducatives. Leur expertise de terrain est irremplaçable.
- Plus d'encouragements, moins de pression : valorisez les réussites, qu'elles soient celles des élèves ou celles des équipes éducatives. Un système qui ne célèbre que les performances chiffrées est un système qui oublie l'humain.

Nous vous remercions de votre attention.